

EDF
Mardi 12 mai 2011
07h30 GMT
Conférence téléphonique présidée par Thomas Piquemal

Thomas Piquemal

Merci et bonjour à tous. Bienvenue à cette conférence téléphonique sur les résultats du groupe EDF pour le premier trimestre 2011. Mon nom est Thomas Piquemal, je suis directeur financier du groupe EDF et je suis très heureux d'animer la conférence de ce matin en collaboration avec Philippe Torrion, directeur optimisation amont-aval et trading, et Dominique Minière, directeur de la production nucléaire en France.

Comme certains d'entre vous s'en souviennent peut-être, il y a tout juste un an que nous avons décidé de tenir une conférence téléphonique à l'occasion des résultats trimestriels. Cette initiative visait à améliorer la transparence des informations communiquées au marché et à encourager le dialogue avec la communauté des investisseurs. J'ai l'intention de poursuivre et de développer ce qui a été fait jusqu'ici à cet égard.

Je suppose que vous avez tous reçu le communiqué de presse et la présentation. Je vais donc tout d'abord commenter rapidement la présentation avant de répondre, avec Philippe et Dominique, à vos questions.

Revenons tout d'abord sur les faits marquants du premier trimestre, présentés à la diapositive 2, à commencer par les conditions météorologiques. Les conditions météorologiques ont nettement différencié de la moyenne historique, avec des répercussions sur nos opérations en France, et ce de deux manières. Tout d'abord, les températures ont été supérieures de deux degrés à leur niveau du premier trimestre 2010. Cela a logiquement entraîné une réduction de la demande de la part du client final, dans la mesure où en France, celle-ci est très sensible aux températures du fait des taux de pénétration élevés du chauffage électrique. Cette baisse de la consommation, associée à l'augmentation de la production nucléaire, s'est traduite par une hausse de 12,1 TWh des ventes nettes d'EDF sur les marchés de gros.

Le deuxième impact de ces températures douces est le faible niveau d'eau disponible, suite aux niveaux peu élevés des chutes de neige dans les Alpes et les Pyrénées au cours de l'hiver par rapport à la moyenne historique. Le potentiel de production hydraulique a donc pâti de cette tendance et notre production hydraulique au cours du premier trimestre a reculé de 2,1 TWh par rapport au premier trimestre 2010. Voilà pour le premier fait marquant du trimestre écoulé.

Deuxième fait marquant : nous avons continué, au cours de ce trimestre, à enregistrer une progression concernant nos priorités. Vous devez vous rappeler que notre toute première priorité était d'améliorer notre performance industrielle, notamment dans le domaine du nucléaire. En France, après le changement en 2010, notre parc nucléaire a continué à enregistrer une bonne, voire une très bonne performance au premier trimestre 2011. Notre production a augmenté de 7,3TWh par rapport au premier trimestre 2010. L'excellente performance du parc nucléaire a plus que compensé la baisse de la production

hydraulique. Au Royaume-Uni, la production nucléaire a également progressé, en hausse de 0,9 TWh, soit 6 %. Elle s'est maintenue aux Etats-Unis.

Notre deuxième priorité a été de clarifier nos partenariats. Nous avons traité les plus pressants, en l'occurrence Constellation et EnBW, l'an dernier. Ainsi la cession de notre participation dans EnBW a été finalisée le 17 février dernier, au cours de ce trimestre. EDF a enregistré une plus-value de plus de 250 millions d'euros avant impôts dans le cadre de cette opération. Comme vous le savez, nous travaillons actuellement à notre partenariat avec A2A relatif à Edison et nous avons, à cette fin, prolongé le pacte d'actionnaires jusque mi-septembre 2011.

Nous avons également annoncé une offre de rachat de l'ensemble des actions composant le capital d'EDF Energies Nouvelles que nous ne détenons pas afin de mieux intégrer les activités renouvelables dans notre mix de production. Au début de cette semaine, le Conseil d'administration d'EDF Énergies Nouvelles a approuvé l'offre d'EDF à l'unanimité après avoir pris connaissance du rapport d'expert qui a conclu au caractère équitable de l'offre. Notre offre doit être lancée dans les prochains jours et finalisée comme prévu en juillet.

Autre priorité majeure : protéger les intérêts d'EDF dans le cadre de la réforme en cours du marché électrique en France. Des progrès ont également été réalisés à cet égard, la nouvelle organisation du marché électrique français (NOME) devant être opérationnelle début juillet. Nous savons désormais que le prix de départ de cette électricité (ARENH) est fixé à 40 euros par MWh sur les six premiers mois et à 42 euros par MWh à partir du 1^{er} janvier 2012. Cela s'avère globalement cohérent avec ce qui était demandé par EDF pour que cette nouvelle organisation soit neutre pour le groupe.

Nous espérons toutefois connaître davantage de précisions, notamment concernant la formule retenue et je tiens à rappeler, et me dois de rappeler, que conformément à cette nouvelle organisation, le niveau ARENH fixé par la formule doit couvrir le coût économique du parc nucléaire.

Le troisième fait marquant de ce trimestre écoulé est bien évidemment l'accident de Fukushima suite au séisme et au tsunami ayant dévasté le Japon. Comme vous le savez, EDF a fourni un soutien technique et humain à la population et aux autorités japonaises. Il est difficile à ce stade de prévoir les conséquences de l'accident.

En France, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a commencé à effectuer des contrôles de la sûreté des centrales nucléaires. Dominique pourra vous donner plus de précisions lors de l'échange de questions/réponses. Et EDF a d'ailleurs communiqué ses premières propositions à partir des leçons tirées de Fukushima. Vous trouverez nos premières recommandations dans les annexes à la présentation centrale.

Au Royaume-Uni, le rapport du Bureau du régulateur nucléaire est attendu à la mi-mai et les autorités britanniques se sont également montrées continuellement en faveur d'un mécanisme de prix plancher du carbone (« carbon floor »), un élément essentiel pour notre décision d'investissement finale liée à la construction de nouvelles centrales nucléaires au Royaume-Uni.

Passons maintenant à la troisième diapositive pour aborder les chiffres en détail. Le chiffre d'affaires au premier trimestre 2011 s'élève à 19,6 milliards d'euros, en baisse par rapport au chiffre de 19,8 milliards d'euros enregistré au premier trimestre 2010, en raison des effets de périmètre, notamment, comme vous pouvez le voir, la cession des réseaux de distribution britanniques et celle de la centrale d'Eggborough. Hormis cet effet, de même qu'un effet de change légèrement positif, la contribution de la croissance organique s'élève à 250 millions d'euros, soit 1,3 %.

Comme vous pourrez l'apprécier de manière plus détaillée dans la diapositive suivante, l'activité en France a enregistré une croissance de 3,8 %, en partie compensée par un recul de l'activité de d'EDF Trading, tandis que les activités internationales et les autres activités affichent un chiffre d'affaires globalement stable. Le tableau figurant en diapositive 4 indique l'évolution du chiffre d'affaires par segment de référence. Comme vous pouvez le constater, la baisse de 5,4% en organique du chiffre d'affaires au Royaume-Uni a été compensée par la croissance du chiffre d'affaires sur d'autres marchés internationaux, en Italie et en Europe centrale, reportée dans le segment Autre international. En France, le chiffre d'affaires a progressé de 4 % en organique, alors que les autres activités ont enregistré un repli de 14 % qui reflète des marges de commercialisation inférieures.

La performance en France est présentée de manière détaillée dans la diapositive suivante (5). Comme vous le savez, suite au changement concernant RTE fin 2010, nous avons modifié la méthode de consolidation de RTE au 31 décembre 2010, de consolidation par intégration globale à consolidation par mise en équivalence. Ce changement a toutefois eu un impact très limité sur le chiffre d'affaires ce trimestre (moins de 60 millions d'euros). Cela s'explique par le fait que RTE n'enregistre que des revenus limités, hors services, en dehors du Groupe EDF.

Le chiffre d'affaires en France a progressé de 4 % à périmètre constant. La chute des volumes vendus aux clients finaux a été plus que compensée par l'impact positif des tarifs sur le chiffre d'affaires et la hausse des volumes vendus sur les marchés de gros. Je vais à présent analyser chacun de ces trois facteurs, à commencer par la demande des clients finaux.

Comme je l'ai mentionné dans mon introduction, la demande en électricité du client final, notamment la demande résidentielle, est très sensible aux températures compte tenu du développement du chauffage central électrique en France. Des températures plus douces se sont traduites par une chute des volumes de 8,5 TWh au premier trimestre. Cela explique une grande partie de l'impact négatif de 647 millions d'euros sur le chiffre d'affaires, comme vous pouvez le voir dans l'encadré bleu du tableau.

D'autre part, les tarifs et les prix ont eu une contribution positive de 239 millions d'euros au premier trimestre, répartie pratiquement de manière égale entre les composants d'énergie et les tarifs de distribution. La forte augmentation des volumes vendus sur les marchés de gros a toutefois été le principal moteur de la progression du chiffre d'affaires. Du fait de l'augmentation de la production d'électricité et de la baisse de la demande des clients finaux, EDF a été vendeur de 12,1 TWh sur les marchés de gros au premier trimestre. Cet effet volume explique 85 % de la contribution positive d'environ 900 millions d'euros des ventes sur le marché, le solde provenant de l'évolution des prix sur les marchés au comptant et à terme.

Comme vous pouvez le voir sur la diapositive suivante, dans le tableau n°6, la hausse de 3,8 % du chiffre d'affaires en France s'explique par les activités déréglementées (en progression de 6,2 %), grâce à l'augmentation de la production nucléaire et les activités de rationalisation du marché. Le chiffre d'affaires des activités réglementées s'est contracté de 0,5 % du fait du léger effet du changement de la méthode de consolidation de RTE et de la chute des volumes d'électricité vendus aux clients finaux.

Je vais maintenant laisser la parole à Philippe, Philippe Torrion, qui va poursuivre la présentation et nous fournir plus de précisions concernant les activités en amont et en aval en France, diapositive 7. Philippe ?

Philippe Torrion

Comme l'a mentionné Thomas, le principal moteur de l'activité de production a été la hausse significative de la production nucléaire par rapport à l'an dernier, grâce à l'excellent niveau de disponibilité des unités de production, qui est d'ailleurs le meilleur résultat historique pour un premier trimestre. Celui-ci a permis de réduire la production via les énergies fossiles, mais pas à hauteur des niveaux de la production nucléaire du fait de conditions hydrauliques sévères ou défavorables, avec une production hydraulique en recul de 2,1 TWh par rapport au premier trimestre 2010. Ce sont les principaux aspects à signaler en termes de production.

Concernant la demande à ce niveau, comme cela a été expliqué, nous avons été confrontés à un hiver beaucoup plus doux en 2011 que l'année précédente, ce qui explique l'essentiel de la baisse de la demande de la part des clients finaux, soit 8,5 des 8,7 TWh et de ce fait, les marchés des ventes nettes ont bondi de -6,1 à 6 TWh, cet écart supposant une évolution ou une hausse de 12,1 TWh. Je pense que c'est le principal aspect à signaler.

Nous pourrions ajouter concernant – pardon, cela correspond à la diapositive suivante – concernant la période écoulée depuis avril que nous sommes toujours bien en avance en termes de production nucléaire, avec 8,8 TWh de plus que l'an dernier, entre la fin avril et ce jour. Voilà pour la bonne nouvelle. Quant à la mauvaise nouvelle, les conditions restent les mêmes sur le segment hydraulique, dans la mesure où la chute de la production se poursuit et nous sommes actuellement en retard de 2,8 TWh par rapport à la production en 2010.

Thomas Piquemal

Bien. Comme l'a souligné Philippe, la hausse substantielle de la production nucléaire s'est maintenue depuis avril, et comme vous pouvez le voir sur la diapositive 9, au premier trimestre 2009, le nombre de jours d'interruption a brutalement diminué par rapport au premier trimestre 2010, passant d'un total de 767 jours à 490 jours.

Les ingénieurs et les techniciens d'EDF, sous la direction de Dominique Minière, qui participe également à cette conférence téléphonique, ont réalisé une progression spectaculaire, notamment concernant les interruptions non programmées, ce chiffre ayant été divisé par quatre. Nos efforts portent leurs fruits et la direction et la nouvelle organisation des méthodes de travail contribuent notamment à ces résultats, sans oublier bien sûr le programme de changement des gros composants.

Concernant l'avenir, soulignons que nous prévoyons la réalisation de neuf visites décennales en 2011, contre cinq en 2010. Ainsi cela a pu déjà être observé au premier trimestre 2011, le nombre de jours d'interruptions non programmées s'élevant à 405, contre 269 au premier trimestre 2010. L'essentiel de l'écart relevé, 106 jours, provient des visites décennales.

Sur les neuf visites décennales, une a été finalisée à Cattenom 3, avec une très bonne performance puisqu'elle a totalisé 98 jours, ce qui est cohérent avec notre planning. Trois visites sont désormais engagées à Tricastin 2, Bugey 4 et Fessenheim II. Cinq autres visites seront réalisées plus tard cette année, plus rapprochées de la période estivale.

Après quatre mois d'exploitation, nous sommes désormais davantage en mesure de confirmer nos objectifs pour l'ensemble de l'année 2011. Ainsi la production nucléaire française se situe dans une fourchette de 408 à 415 TWh, soutenue par un facteur de disponibilité d'au moins 78,5 %, malgré un plus grand nombre de visites décennales qu'en 2010.

Bien sûr, ces objectifs n'intègrent pas à ce stade les effets sur la production nucléaire, ni le facteur de disponibilité des leçons tirées de l'accident de Fukushima, ni d'éventuels changements de réglementation, ni la manière dont EDF opère son parc nucléaire suite notamment au rapport de l'ASN attendu plus tard cette année.

Au Royaume-Uni (diapositive 10), le chiffre d'affaires s'élève à 2,6 milliards d'euros au premier trimestre, contre 3,2 milliards d'euros au premier trimestre 2010. Comme vous pouvez le voir sur le graphique, l'essentiel de cette baisse ce trimestre est lié aux effets de périmètre, du fait de la cession des réseaux de distribution britanniques à hauteur de 349 millions d'euros et, dans une moindre mesure, de celle de la centrale d'Eggborough à hauteur de 139 millions d'euros. Le chiffre d'affaires en organique a reculé de 5,4 %. Cet effet négatif de la rationalisation des réseaux clients et d'un climat plus doux a été en partie compensé par l'augmentation de la production nucléaire au premier trimestre 2011. Globalement, ce recul du chiffre d'affaires a eu un impact très limité sur les marges opérationnelles au premier trimestre 2011.

La diapositive suivante (11) indique le bilan amont/aval des activités britanniques au cours de ce premier trimestre. Dans la partie droite du graphique, vous pouvez observer que le chiffre d'affaires total a été quasiment stable au premier trimestre 2011, en glissement annuel. Cependant, l'évolution du chiffre d'affaires s'explique principalement par deux tendances : en premier lieu, une baisse du nombre de clients B2B, liée à la décision d'EDF Energy de procéder à une rationalisation de son portefeuille de clients ; en deuxième lieu, les effets de l'acquisition par Centrica de 20 % de la production de 3 TWh de British Energy au cours du trimestre précédent.

Dans la partie gauche du graphique, il convient de mentionner la hausse de la production nucléaire (+0,9 TWh), grâce à une amélioration de la disponibilité, de même que la rationalisation du parc, la hausse des « dark spreads » provoquant une utilisation accrue des centrales thermiques et inversement, une réduction des volumes achetés sur les marchés de gros. Globalement, comme nous l'avons précisé, le recul du chiffre d'affaires britannique a un impact limité sur les marges opérationnelles.

En revanche, la diapositive suivante (12) fait ressortir une progression plus franche du chiffre d'affaires en Italie, mais indique également que les marges restent sous pression, voire sont négatives sur l'activité gaz d'Edison. A titre de rappel, les activités en Italie se constituent de deux activités : Fenice, détenu à 100 % par EDF, qui a enregistré une hausse globale de son chiffre d'affaires de 3,7%, dont 1,3 en organique et Edison, qui a publié une progression de son chiffre d'affaires de 6,7% en organique. Edison a commenté ces chiffres et les résultats du premier trimestre au début de cette semaine.

La croissance du chiffre d'affaires d'Edison a été le fait principalement d'une bonne performance sur le segment électricité, grâce à des prix de vente supérieurs. Sur le segment hydrocarbures, les prix ont augmenté également, ce qui a été compensé par une réduction des volumes. Comme je l'ai préalablement indiqué, les marges sur l'activité gaz d'Edison restent sous pression et sont désormais négatives. Des négociations concernant les conditions contractuelles sont en cours avec les principaux fournisseurs d'Edison.

La diapositive 13 présente la performance des autres activités internationales. Comme vous le savez, ce segment de référence comporte nos activités dans les pays du Benelux, principalement la Belgique, en Europe centrale, à savoir en Pologne, Hongrie, République tchèque et Autriche, aux Etats-Unis et en Asie, essentiellement en Chine. Le chiffre d'affaires total de ce segment au cours de ce trimestre se situe à environ 2,2 milliards d'euros, en hausse de 5,1 % en organique.

Nous avons enregistré une nette progression du chiffre d'affaires dans tous les pays de la région. Cela a, par exemple, été le cas en Belgique, dont le chiffre d'affaires a représenté environ la moitié de ce segment, avec une croissance des revenus de 7,1 % à la faveur de volumes plus élevés et du renchérissement du gaz. Il convient toutefois de souligner que les hausses des prix du gaz ont été principalement le fait de contrats sur indices gaziers, donc sans impact sur la rentabilité.

Le chiffre d'affaires de la Pologne a également progressé ce trimestre (+4,4 %), porté par une augmentation des prix de l'électricité. Enfin, la tendance a été similaire dans d'autres pays, principalement en Autriche, avec une croissance du chiffre d'affaires de 22,5 % pour Estag. La remontée économique dans ce pays a entraîné le renchérissement de l'électricité et du gaz.

La performance du chiffre d'affaires aux Etats-Unis et en Asie a été plus contenue. En revanche, comme le montre la diapositive 14, les autres segments de reporting des activités ont enregistré un repli de 14 % de leur chiffre d'affaires. Le graphique à barres indique que ce recul est dû exclusivement aux activités de trading, les autres composants ayant enregistré une performance du chiffre d'affaires globalement stable.

Concernant les activités de trading, Philippe pourra bien évidemment vous en dire plus pendant l'échange de questions-réponses. Je souhaiterais toutefois formuler quatre remarques. Premièrement, les revenus de trading qui consolident actuellement nos comptes sont les marges de trading. Ces marges ont été divisées par deux au premier trimestre 2011, après un premier trimestre 2010 très robuste. Cela s'explique par des conditions de marché particulièrement difficiles à évaluer et EDF trading a enregistré un recul des marges de ses principales activités, qu'il s'agisse de l'électricité, du gaz ou du charbon.

Je tiens également à préciser qu'il est très difficile de tenir la comparaison avec le premier trimestre 2010, qui a été le deuxième meilleur premier trimestre dans l'histoire d'EDF trading. Et les mois de mars 2011 dans une certaine mesure et d'avril 2011 dans une plus grande mesure ont été nettement meilleurs pour l'activité de trading. Il ne convient donc pas de tirer des conclusions hâtives concernant le reste de l'exercice 2011 en nous basant sur un marché difficile.

En conclusion, l'évolution du chiffre d'affaires au premier trimestre 2011 reflète essentiellement l'impact des changements de périmètre et une croissance organique de 1,3 % liée à la bonne performance des activités en France, notamment la production nucléaire, et limitée par le recul des activités de trading et la faible production hydraulique.

La diapositive 15 indique qu'après trois mois d'exploitation, nous sommes en mesure de confirmer nos objectifs financiers pour l'ensemble de l'exercice. La croissance organique de l'EBITDA 2011 est comprise entre 4% et 6%. Le ratio dette financière/EBITDA est compris entre 2 et 2,2x. L'objectif de dividende est au moins stable par rapport à 2010, sans mentionner le dividende majoré de 10 % que nous allons proposer lors de l'assemblée générale des actionnaires qui doit se tenir dans les prochains jours.

Voilà pour conclure notre présentation succincte des résultats du premier trimestre. Philippe Torrion, Dominique Minière et moi-même sommes désormais à votre disposition pour répondre à toutes vos questions. Merci.

Questions/réponses

Opérateur

Mesdames, Messieurs, les participants qui utilisent la plateforme électronique peuvent poser une question en la saisissant dans l'encadré « Posez une question », puis en cliquant sur « Envoyer ». Les participants à la conférence utilisant le téléphone peuvent appuyer dès maintenant sur la touche étoile de leur combiné pour enregistrer une question. Vous pouvez utiliser la touche dièse pour annuler votre question. Un silence vous permettra d'enregistrer vos questions.

Thierry Deleuze – Relations investisseurs EDF

Nous allons commencer par les questions soumises via le Web. Nous avons une première question posée par Emmanuel TUPIN, de Morgan Stanley. Vous venez de confirmer votre estimation de l'EBITDA. Qu'en est-il de votre bénéfice net ordinaire de 3,3 milliards d'euros ?

Thomas Piquemal

Je confirme également ce que j'ai déclaré lors des résultats de l'exercice : les chiffres du consensus qui figurent sur notre site Internet nous semblent corrects.

Thierry Deleuze – Relations investisseurs EDF

La deuxième question est posée par Vincent Ayrat, d'UniCredit. Pouvez-vous en dire plus sur la procédure de gestion des partenariats ? Quelle serait l'issue privilégiée par la direction par rapport à Edison, Dalkia et Exelon ?

Thomas Piquemal

Exelon n'est pas un partenariat, pour autant que je sache. Quant à Edison et Dalkia, l'issue que nous privilégions concernant Edison est un renforcement. Nous sommes actuellement en discussion avec notre partenaire A2A pour savoir si nous pourrions y parvenir via un partenariat industriel. Je dois dire que ces discussions se déroulent dans une excellente atmosphère et qu'il nous faudra encore quelques mois pour finaliser ce partenariat, mais comme je l'ai déjà dit, notre objectif est de renforcer Edison sur son marché et dans sa stratégie.

Concernant Dalkia, la réponse est également un partenariat industriel, dans le cadre du partenariat avec Veolia. Nous sommes souvent interrogés sur Dalkia. Encore une fois, il n'y a rien d'urgent et si nous devons avancer dans ce partenariat, comme pour autre partenariat, cela doit être dans l'intérêt de nos actionnaires et nous privilégions largement cet aspect. Comme je l'ai dit, la réponse est un partenariat industriel et cela s'inscrit dans le cadre du partenariat avec Veolia. Jusqu'ici, aucune restructuration n'est en cours de quelque manière que ce soit.

Je vais répondre à votre question concernant Exelon. Même si, comme je l'ai mentionné, il ne s'agit pas d'un partenariat. Je suppose que la question a trait au projet de fusion entre Exelon et Constellation annoncé il y a quelques jours. Nous avons, je pense, indiqué clairement que nous examinerions les termes de cette fusion. Nous sommes l'un des principaux actionnaires de Constellation, donc nous en examinons les termes. Nous sommes bien sûr un partenaire de Constellation via notre activité nucléaire existante et il va sans dire que nous tenons absolument à examiner tous les termes de ce projet de fusion et ses éventuelles conséquences pour notre groupe. Je n'ai rien d'autre à ajouter à ce jour.

Thierry Deleuze – Relations investisseurs EDF

La question suivante est posée par Credit Suisse Michel Debs demande quelle est la perspective pour Edison et quelle est la marge négative sur le gaz pour Edison ?

Thomas Piquemal

Je pense qu'Edison a commenté ses résultats pour le premier trimestre lundi. Edison est une société cotée, donc je n'ai pas d'autres commentaires à faire au-delà de ce qui a été dit par la société elle-même lundi, à l'exception peut-être du fait qu'EDF soutient Edison dans ses discussions avec ses fournisseurs de gaz et du fait qu'Edison est désormais dirigée par Bruno Lescoeur, spécialiste du secteur gazier et en charge des activités gaz chez EDF. Il s'agit d'une personne extrêmement importante pour Edison dans le cadre des renégociations gazières déployées et, comme je l'ai mentionné, le groupe EDF soutient entièrement Edison dans cette entreprise.

Thierry Deleuze – Relations investisseurs EDF

La question suivante est posée par Macquarie. Atallah Estefan souhaite poser une question concernant l'annonce par le gouvernement d'une hausse de 1,7 % des tarifs, qui suggère que celle-ci sera répercutée uniquement sur les clients finaux et non sur les clients industriels.

Thomas Piquemal

Les tarifs sont une décision qui incombe au gouvernement français et je n'ai pas de commentaires à faire sur les décisions prises par le gouvernement français.

Thierry Deleuze – Relations investisseurs EDF

La question suivante est posée par Emmanuel Turpin, de Morgan Stanley. Concernant l'objectif de production nucléaire, pouvez-vous confirmer l'objectif de 408-415 TWh en excluant les effets des différentes décisions prises par le gouvernement et le fait que Fessenheim 2 ne devrait pas redémarrer après la visite décennale de maintenance tant que le résultat du contrôle de sûreté nucléaire n'est pas connu ?

Thomas Piquemal

Concernant Fessenheim 2, je vais peut-être laisser à Dominique Minière le soin de répondre.

Dominique Minière

Concernant Fessenheim 2, cette décision n'a pas été prise par le gouvernement français. Comme pour d'autres interruptions, nous devons bien sûr demander un redémarrage de la centrale à l'issue des interruptions, mais la situation de Fessenheim 2 ne diffère pas de celle d'autres centrales.

Thomas Piquemal

Donc, comme je l'ai indiqué au préalable, je confirme l'objectif de production. Celui-ci n'a pas changé par rapport à ce qui a été annoncé concernant les résultats de l'exercice en février.

Thierry Deleuze – Relations investisseurs EDF

Toujours sur la production et les productions nucléaires, nous avons une question de Vincent Ayrat, d'UniCredit. L'ASN souhaite publier les résultats de ses contrôles de sûreté vers le 15 septembre, ce qui est un délai assez rapproché. Pouvez-vous confirmer que les contrôles de sûreté ne vont pas supposer la fermeture de réacteurs ou se traduire par une réduction de la disponibilité ?

Thomas Piquemal

Il me semble encore une fois que Dominique peut répondre à la question et commenter ce test et les impacts ou l'absence d'impact sur la disponibilité.

Dominique Minière

Les contrôles de sûreté, requis par le Premier ministre, sont des contrôles de sûreté principalement de revue ou d'étude. Des études, en fait, qu'il conviendra de réaliser. Ces études pourraient être réalisées sans stopper les centrales et elles seront réalisées et nous soumettrons nos rapports vers la mi-septembre, tel que l'exige l'ASN.

Thierry Deleuze – Relations investisseurs EDF

La question suivante est posée par Natixis. Céline Chérubin demande s'il serait possible de nous fournir la ventilation en glissement mensuel des ventes de 12,1 TWh sur les marchés de gros ?

Thomas Piquemal

Non, mais concernant la tendance, Philippe, vous pouvez peut-être commenter cette tendance que vous avez observée sur le premier trimestre ? Cela dit, je ne pense pas que nous puissions fournir les chiffres mensuels.

Philippe Torrion

Non, je pense que c'est une tendance régulière au cours du premier trimestre et, comme je l'ai expliqué, elle s'explique principalement par l'excellente disponibilité du parc nucléaire, notamment en janvier, et également par la demande inférieure liée aux températures élevées par rapport aux années précédentes. C'est donc une tendance régulière tout au long du premier trimestre. Je ne peux pas vous apporter de données plus précises à ce sujet.

Thierry Deleuze – Relations investisseurs EDF

Voilà pour les questions soumises via le Web. Nous pouvons passer aux questions téléphoniques.

Opérateur

Merci beaucoup. Notre première question téléphonique est posée par Benjamin Leyre d'Exane à Paris. Nous vous écoutons.

Benjamin Leyre – Exane, Paris

Oui, merci et bonjour à tous. Première question : pouvez-vous nous faire part des recommandations de M. Champsaur et de sa commission sur le niveau du coût économique global du nucléaire, lequel devrait servir de référence pour l'ARENH d'ici 2015, voire un peu avant ? Deuxième question : pouvez-vous également nous faire part du type d'ordre de grandeur que vous escomptez concernant les tarifs applicables aux clients industriels toujours transitoires jusqu'en juillet prochain ? Merci.

Thomas Piquemal

Eh bien malheureusement, mes réponses risquent de ne pas vous donner satisfaction car je ne vois pas quel commentaire formuler sur un rapport qui n'a pas encore été publié par le gouvernement français. Et deuxièmement, comme je l'ai indiqué au préalable, les tarifs sont décidés par le gouvernement français et je n'ai aucun commentaire à faire sur des décisions de cette nature.

Le seul élément que je puisse ajouter, c'est que la loi a été votée par le Parlement français à la fin 2010, que dans cette loi, le concept retenu est le coût économique du nucléaire, et non pas le coût du calcul du nucléaire. Voilà le principe essentiel selon nous. Vous vous souviendrez que le principal aspect, l'un des principaux aspects, consistait à clarifier ou éclaircir les principes fondamentaux de cette loi. Cela a été le cas et nous allons bien sûr nous y rallier, comme nous l'avons fait pour le niveau initial de l'ARENH. Mais je ne peux faire aucun commentaire sur un rapport qui n'a pas encore été publié par le gouvernement français, ou sur des tarifs décidés par le gouvernement français.

Merci.

Opérateur

La question téléphonique suivante est de Martin Young, de Nomura. Nous vous écoutons.

Martin Young – Nomura, Londres

Bonjour à tous. Deux questions, rapidement. Première question : quel a été l'impact sur les ventes de gros d'EDF de la décision prise par le gouvernement allemand de suspendre temporairement les opérations de sept centrales nucléaires en Allemagne ? L'Allemagne a un besoin manifeste de remplacer cet appel de puissance de base ? Et il me semble que vous êtes raisonnablement bien placés pour ce faire. Je sais qu'il s'agit davantage d'une question concernant le deuxième trimestre, mais je souhaiterais en savoir plus sur les impacts, le cas échéant, que cela peut supposer pour EDF. Deuxième question : il me semble que vous aviez promis une journée de l'investisseur aux alentours de l'été, le 20 juin d'après vous. Pouvez-vous, SVP, préciser la date probable de cet événement ? Merci.

Thomas Piquemal

Oui, Philippe peut-être concernant la situation de l'Allemagne

Philippe Torrion

Oui. Je dirais que cette décision n'aura quasiment aucun impact sur le volume des ventes sur le marché français car la production, la production nucléaire est déjà au maximum grâce à la rationalisation des calendriers des interruptions des centrales nucléaires. Nous tentons toujours de maximiser la production nucléaire en hiver et programmons les interruptions de maintenance en dehors des périodes d'hiver.

En 2010 par exemple, si vous observez le taux d'utilisation du parc nucléaire, celui-ci se situait à environ 94 %. Vous pouvez donc penser que nous conservions 6 % disponibles, non générés, ce qui n'est pas le cas, du fait que le nucléaire doit contribuer à hauteur de 4,5 % aux services accessoires et de certaines contraintes environnementales. Donc ce que vous pourriez encore produire en dehors du parc nucléaire ressort à 1,5 %. Pourquoi n'avons-nous pas produit ça ? Vraisemblablement parce que la capacité, la capacité d'interconnexion, était déjà au maximum.

Une autre indication consiste à observer les prix comptant, nos prix comptant nets en 2010 et d'observer les heures pendant lesquelles le prix étant dans la fourchette du coût marginal, du coût nucléaire marginal, c'est-à-dire entre 10 et 15 euros par MW. Cela

représente un montant d'environ 300 heures. Supposez donc qu'à ce moment, nous n'ayons pas utilisé la capacité d'interconnexion de l'Allemagne. Le maximum est de 2,5 GW. Cela voudrait dire qu'un majorant pour la hausse de la production nucléaire, grâce à la perte de compétitivité de l'Allemagne, correspondrait à 2,5 GW multipliés par 300 heures, ce qui donne un résultat inférieur à 1 TWh.

En un mot, la production, la production nucléaire est excellente. Elle peut être encore meilleure du fait de la situation du marché allemand, mais dans la mesure où nous avons produit plus que prévu et plus qu'en 2010 du fait du léger renchérissement sur le marché, en raison de la décision de fermer certaines centrales en Allemagne... cela s'est avéré plus rentable.

Juste pour poursuivre sur ce sujet, si les Allemands maintiennent cette capacité nucléaire hors ligne, et que vous avez évidemment connaissance de cette donnée, serez-vous capable de rationaliser votre parc différemment et de libérer de la capacité supplémentaire ?

Philippe Torrion

Non, celle-ci est déjà optimale et demeurera optimale une fois que les Allemands auront pris une décision.

OK.

Thomas Piquemal

Au-delà de l'effet du prince libérateur, nous avons déjà vendu toute notre capacité sur les marchés de gros, tout l'excédent, donc... sur votre marché... je ne sais pas vraiment. Bien, je vais donc passer à votre question suivante, concernant la journée de l'investisseur à l'été. Je me rappelle très bien l'avoir évoqué et... notre premier objectif consiste à clarifier nos principaux objectifs et orientations stratégiques et M. Proglia, notre Directeur, s'en chargera lors de l'assemblée générale des actionnaires dans les prochaines semaines et notre vision financière à moyen terme sera donc communiquée lors de la publication de nos résultats semestriels, fin juillet, donc pour résumer, nos orientations stratégiques lors de l'assemblée générale des actionnaires et notre vision financière à moyen terme à la fin juillet à l'occasion des résultats du premier semestre 2011.

Bien sûr, il serait prématuré de tirer les leçons de l'accident de Fukushima à ce stade. L'exercice que nous réaliserons fin juillet nous permettra de vous fournir une base pour comprendre EDF à l'avenir, sa dynamique et sa politique financière pour les prochaines années. Notre engagement consiste à accroître la visibilité d'EDF et, nous essayons bien sûr de le respecter.

Merci.

Per Lekander – UBS, Londres

Oui, bonjour. J'ai trois questions à poser ; la première porte sur le nucléaire pour poursuivre sur ce sujet. Donc votre estimation est en hausse de 0 à 7 TWh en glissement annuel et vous enregistrez presque 9 en avril, et si nous incluons le mois de mai, je pense que nous nous approchons de 10, donc en fait vous réduisez vos estimations pour le reste

de l'année. Cette interprétation est-elle correcte ? Est-ce que cela est lié, dans une certaine mesure, à la très faible disponibilité hydraulique et au niveau bas des cours d'eau, donc vous pouvez voir que vous êtes sensibilisés aux problèmes de production pendant l'été en raison des températures ? Voilà pour la première question.

Deuxième question : concernant la formule ARENH, quelle est votre opinion actuelle sur le calendrier de ces discussions ? Est-il question d'un mois ? D'une année ? Je veux dire est-ce que nous serons fixés avant les élections présidentielles, d'après vous ?

Et enfin, troisième question : vous savez qu'en France, le paiement d'une prime obligatoire a été proposé pour les sociétés susceptibles d'accroître leur dividende. Est-ce une question qui a été discutée au sein d'EDF et dans l'éventualité d'une telle loi, quel pourrait être l'impact chiffré ?

Thomas Piquemal

Concernant la production nucléaire et l'impact des températures, je laisse évidemment à Dominique le soin de répondre, mais nous ne réduisons pas nos estimations. Nous maintenons notre objectif pour l'exercice. Comme je l'ai préalablement indiqué, nous devons encore réaliser huit visites. Nous avons établi un objectif de facteur de disponibilité de 78,5 %. Et nous n'avons aucune raison de réviser cet objectif. Je tiens à vous faire part de notre engagement et vous indiquer que nous ne réduisons pas nos estimations.

A présent concernant votre question et la nuance que vous apportez sur l'effet que pourraient avoir des températures élevées et notre opinion à ce sujet, je peux peut-être laisser Dominique expliquer l'impact que cela peut avoir sur notre parc et nos prévisions. Je tiens tout de même à rappeler qu'il est difficile de prédire les températures deux mois à l'avance, et même pour le secteur hydraulique. Dominique, vous pouvez peut-être nous en dire plus sur l'impact que les températures élevées peuvent avoir sur le fonctionnement du parc ?

Dominique Minière – EDF

Nous sommes pour l'instant confrontés à une saison très sèche, mais nous n'avons pas eu du temps très chaud jusque-là, donc la situation n'a aucune conséquence sur la sûreté nucléaire et, à ce stade, elle devrait être sans conséquences sur la production nucléaire. Bien sûr, l'évolution dans les prochains mois dépendra du temps et essentiellement d'une période ou non de chaleur, d'un été très chaud ou non, et comme l'a déjà indiqué Thomas, nous n'avons actuellement aucune information disponible, il n'existe pas de signal de chaleur, même si nous devons rester prudents. Des températures élevées au cours des prochains mois pourraient bien évidemment avoir un impact sur les productions et le facteur moyen de disponibilité. En effet, nous devons respecter les réglementations environnementales, notamment concernant la température de l'eau de refroidissement élargie. Si l'eau est chaude, un cours d'eau atteignant des températures très élevées, cela pose problème dans la mesure où, pour respecter une réglementation environnementale, nous devons réduire la puissance de nos centrales nucléaires, mais également de nos centrales thermiques. Ce n'est pas un problème qui affecte le nucléaire. C'est un problème auquel nous sommes confrontés dans le cadre du respect de certaines réglementations

environnementales aussi bien concernant les centrales nucléaires que les centrales thermiques.

Nous avons été confrontés à une situation de la sorte en 2003. Depuis 2003, nous avons reçu de nombreuses remontées d'expérience. Nous avons tout d'abord investi plus de 200 millions d'euros dans un meilleur positionnement, et nous avons principalement amélioré l'efficacité des tours de refroidissement, un aspect qui revêt une grande importance. Nous avons également réduit le nombre d'interruptions pendant l'été de centrales refroidies à l'eau de mer, car ces centrales ne sont bien évidemment concernées en pareilles circonstances. Nous avons aussi montré par le biais d'études que les conséquences de la chaleur importante de 2003 avait indiqué que les conditions environnementales pouvaient être partiellement adaptées, laissant une certaine marge de manœuvre pour élargir les limites de la température de l'eau à respecter dans certaines circonstances, donc juste une aide importante, et au final, nous avons également instauré une organisation en vue d'une meilleure anticipation des éventuelles périodes de difficultés comme celle de 2003.

Thomas Piquemal - EDF

De nombreuses leçons ont donc été tirées de 2003. 200 millions d'euros ont été investis dès lors à cette fin. Il n'y a pas de signal de chaleur à ce stade, mais bien sûr il conviendra d'y être attentif dans les prochains mois.

Concernant la formule, il convient de commencer en 2013, donc nous n'avons pas encore d'information spécifique quant à la date à laquelle la formule sera communiquée ou clarifiée. Une fois de plus, dès lors que les principes sont clairement définis dans la loi concernée, je ne peux pas vous dire quand cela sera précisément communiqué ou clarifié.

A présent sur le sujet des primes obligatoires, c'est tout nouveau, auquel cas il est difficile de commenter précisément quelque chose qui n'est pas définitif. Cependant, par rapport à l'évolution de notre dividende ces deux dernières années, notre analyse suggère que nous n'avons à avoir d'inquiétudes, cela ne s'appliquera pas à EDF et n'aura donc aucune conséquence pour le groupe.

Merci.

Merci.

Vincent de Blic – JP Morgan, Londres

Oui, bonjour. J'aurais trois questions à poser. La première se rapporte aux tarifs. Nouvelle tentative. Quelle hausse des tarifs jaunes et verts incluez-vous dans vos estimations en année pleine ? Voilà pour la première question. Deuxième question : juste pour m'assurer que je vous ai bien compris concernant les objectifs de production pour cette année, la fourchette de 408 à 415 TWh exclut tout impact lié à Fukushima, n'est-ce pas, car vous semblez également indiquer que les stress tests des contrôles de sûreté qui seront réalisés ne vont pas entraîner d'interruptions. Donc vous laissez éventuellement la porte ouverte à la réalisation éventuelle de travaux après les tests, suite aux résultats de ces tests ? Ou pensez-vous que l'ASN pourrait consacrer davantage de temps pour évoquer avec vous certains aspects, peut-être lors des visites décennales ?

Et enfin, pour évoquer Fessenheim, je suppose que c'est un sujet très sensible. Comment appréhendez-vous le débat ? Quelle impression se dégage de vos échanges avec vos différents actionnaires à propos de l'ASN et pouvez-vous nous donner une idée du timing de ces décisions de l'ASN sur une période de 10 ans ? Merci beaucoup.

Désolé, Vincent, mais je ne ferai aucun commentaire sur les tarifs. Concernant les productions et les objectifs de l'exercice, comme l'a expliqué Dominique, les tests et les revues en cours n'ont pas d'incidence sur le facteur de disponibilité, mais à présent notre production intègre toute conséquence de ces tests. Nous ne pouvons formuler aucune autre hypothèse. Concernant Fessenheim, Dominique pourra davantage répondre à votre question.

Dominique Minière – EDF

Comme vous le savez probablement, l'unité de production 1 de Fessenheim 1 a été redémarrée l'an dernier après son interruption dans le cadre de la troisième visite décennale et elle fonctionne bien. Nous attendons bien évidemment de l'ASN l'avis officiel qu'elle doit délivrer en ces circonstances, ce qui permettrait la reprise de la production pour une période supplémentaire de 10 ans. Cet avis n'a pas été communiqué à ce jour, mais cela devrait répondre à votre question. Nous avons compris que cet avis pourrait être délivré avant l'été, mais en tout état de cause, nous en ignorons la teneur. Sur la base des éléments dont nous disposons, les résultats pourraient être retardés. Nous pouvons continuer à produire, mais nous recevrons les résultats définitifs des stress tests à la fin du mois de novembre et nous pourrions alors revoir notre position. C'est donc une possibilité, mais dans tous les cas, comme vous pouvez le voir, cela ne va pas affecter la production de Fessenheim pendant l'exercice 2011.

OK. Est-ce que je peux juste... Maintenir la centrale de Fessenheim en activité représente quoi sur l'agenda du groupe, je veux dire, est-ce que cela vous semble un aspect essentiel ?

Dominique Minière – EDF

Oui, c'est très important. Comme vous le savez, nous procédons à des améliorations de nos centrales nucléaires tous les 10 ans. Nous profitons des visites décennales pour ce faire, c'est pourquoi en France, ces visites sont longues par rapport à d'autres pays. C'est dû au fait que nous tenons compte de toute remontée d'expérience liée à tout accident, incident, renforcement des connaissances, et ce afin d'améliorer nos centrales tous les 10 ans. Ainsi Fessenheim a bien sûr intégré au cours de cette récente visite décennale toutes les remontées d'expérience et elle dispose d'un très bon niveau d'intégration de toutes nos expériences à ce jour. Donc Fessenheim ne diffère pas pour le moment d'autres centrales de notre parc français.

Merci.

Bertrand Lecourt – Deutsche Bank, Paris

Oui, bonjour. C'est Bertrand Lecourt de Deutsche Bank. Une première question, pour revenir à la diapositive 6 de la présentation concernant l'évolution de () en France, Je souhaiterais comprendre comment la distribution a été affectée par les volumes et l'impact

des prix au premier trimestre. Je constate également que les réseaux de distribution se sont également contractés de 0,5 %, mais je souhaiterais connaître le détail de cet impact. Et sur les 862 millions provenant de la rationalisation sur les marchés (), quelle est la proportion de financement interne et via souscription (?) par exemple ou transport ? Et est-ce que cela signifie que les activités des réseaux de distribution enregistrent un EBITDA inférieur au premier trimestre à celui de la production ?

Deuxième question : de combien de trésorerie disposez-vous au premier trimestre liquidités et il semble que vous ayez souhaité avoir un meilleur mix d'actifs réels par rapport aux actifs français de vos activités. Cela veut-il dire que vous souhaitez faire des acquisitions vers la fin de l'année ou l'an prochain ? Est-ce que cela pourrait se produire au moment d'une réévaluation stratégique, car il est très difficile d'investir au Royaume-Uni et en Allemagne en ce moment, ou en Pologne, en Italie, en Chine ou aux Etats-Unis ? Quelles sont donc vos options au moins pour gérer la trésorerie dont vous disposez ?

Troisième question : quelle est votre opinion sur le positionnement de la CE concernant le niveau du prix ARENH. Pensez-vous que ce prix est suffisamment élevé pour satisfaire suffisamment la CE, ou pensez-vous qu'elle pourrait revenir sur sa décision et s'ingérer dans le système de fixation des prix ? Merci.

Thomas Piquemal - EDF

Concernant la ventilation de l'activité distribution, je vais vous indiquer l'effet tarif. Rappelez-vous que nous avons connu une hausse de tarif TURPE de 3,4% en août 2010. Cela représente une hausse au cours de ce trimestre de 116 millions d'euros, le reste étant dû à l'impact mineur de la consolidation et le reste, à l'effet de volume sur les activités de transport et de distribution.

Par rapport aux liquidités reçues, nous disposons d'un niveau élevé de trésorerie, cohérent avec ceux de la fin de l'année. Nos options en capital servent à optimiser nos investissements, nos placements en liquidité, en tenant compte du profil de risque adapté. Nous avons mis en œuvre de nombreuses initiatives correspondant à des montants peu élevés et concernant d'autres initiatives, je peux vous indiquer que nous n'allons pas réaliser d'acquisitions juste pour investir de la liquidité. Nous recherchons des opportunités stratégiques. Comme vous le savez, nous étions très impliqués dans le processus de privatisation en Pologne. Nous avons décidé de ne pas poursuivre car les conditions fixées par le vendeur ne nous semblaient pas acceptables. Cela montre que même si une opportunité a du sens du point de vue de la stratégie et de l'investissement, ce qui était le cas pour cette cible en Pologne, nous n'allons rien déployer pour l'obtenir. Nous recherchons des acquisitions ciblées, mais bien sûr dans le cadre général de nos objectifs et de nos priorités stratégiques et non pas juste pour réinvestir de la liquidité.

Concernant la CE, je n'ai pas de commentaires à faire. Je veux dire, la loi a été votée à la fin 2010 en France. Cette loi suit un principe : le prix initial ARENH doit être cohérent avec le tarif transitoire TaRTAM. Nous considérons que c'est le cas pour ce qui a été annoncé et pour cette loi votée en France. C'est le seul commentaire que je peux formuler sur toute rumeur d'une intervention de la CE.

OK.

Andrew Mead – Goldman Sachs, Londres

Allô. J'ai juste une petite question concernant la diapositive relative aux tarifs figurant en annexe. Je voudrais savoir comment l'interpréter. Il s'agit de la diapositive n°37. Vous indiquez une hausse de 1,7 % concernant les tarifs bleus pour cette année et vous n'indiquez rien ni pour le jaune, ni pour le vert. Est-ce que cela veut dire que vous attendez une décision différente pour le tarif jaune et pour le vert, ou que la décision récente du gouvernement demeure incertaine quant à son application aux trois tarifs ? Merci.

Non. Nous mentionnons juste ce chiffre de 1,7 % ici car le gouvernement a demandé conseil à la CRE concernant une hausse des tarifs uniquement pour les tarifs résidentiels. C'est tout. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas indiqué l'autre chiffre. La seule raison, pour être clair là-dessus, c'est que le gouvernement français n'a demandé conseil que pour les tarifs résidentiels.

Dans ce cas, est-ce que ça veut donc dire que le chiffre de 1,7 ne s'applique pas au jaune et au vert ? Je ne suis toujours pas sûr de comprendre ce que vous voulez dire.

Non, rien de plus. Rien d'autre que ce que j'ai déjà commenté. Je cherche à vous expliquer pourquoi je viens de placer le chiffre de 1,7 % ici. C'est parce que le gouvernement français n'a demandé conseil que pour les clients résidentiels. C'est tout.

OK. Merci.

Benjamin Leyre – Exane, Paris

Oui, merci. Deux questions pour compléter, s'il vous plaît. La première se rapporte à votre objectif financier à moyen terme. Pouvez-vous déjà nous faire part de la façon dont vous allez structurer ces objectifs et nous indiquer s'il va s'agir de l'évolution du ROCE, de l'EBITDA et du bénéfice net ? Deuxième question, sur les stocks : je souhaiterais savoir si vous avez des informations, ou une opinion, concernant la hausse potentielle des stocks liée au coût du stockage des déchets. De la même manière, la presse française a largement évoqué une augmentation significative des provisions du financement par le tarif de vos employés en l'absence de réformes des tarifs pour les employés et les anciens employés. Pouvez-vous confirmer qu'une augmentation substantielle aura lieu à ce titre ? Merci.

Concernant les objectifs, ce que vous appelez les objectifs, comme je l'ai dit, il s'agit d'une vision financière à moyen terme et je ne donnerai aucune précision sur ce que j'entends par vision financière à moyen terme. Malheureusement, il vous faudra attendre la fin juillet, mais il est évident, comme je l'ai indiqué au préalable, que nous devons renforcer la visibilité du groupe. Nous pensons que nous sommes à la traîne sur les marchés boursiers en raison d'un manque de visibilité. Le niveau initial de l'ARENH est très proche de ce que nous demandions et nous devons à présent renforcer la visibilité du groupe. C'est mon principal objectif pour cet été.

A présent, concernant les stocks, je n'ai pas d'autres informations que celles indiquées pour le stockage en profondeur des déchets. Il existe des groupes de travail sur ces problématiques et je ne dispose pas d'autres informations sur un coût potentiel. Sur la

question des tarifs ou du financement par le tarif à long terme des employés en cas d'impact sur nos provisions de l'absence de réformes, je n'anticipe pas d'impact substantiel. En effet, nous comptabilisons ces obligations à long terme et nous avons recours à la méthode du corridor. Nous n'amortissons l'écart réel que sur un an, auquel cas je n'anticipe pas un impact significatif de cette absence de réforme sur nos passifs à long terme.

"Et « pas significatif » est inférieur à combien ? Un milliard ?

Pas significatif. Pas significatif.

Merci.

Per Lekander – UBS, Londres

Oui, bonjour à nouveau. Je reviens sur la diapositive 9 dans laquelle vous donnez plus de précisions concernant les interruptions. Vous savez, c'est un changement assez spectaculaire en termes d'interruptions non programmées. D'après mon calcul, vous êtes passés de 498 à 85 jours. Deux questions à ce sujet : concernant les interruptions prolongées, tout d'abord, est-ce le traitement chimique des échangeurs de chaleur qui est en vigueur depuis deux ans, et compte tenu qu'il est proche de zéro, cela veut-il dire que vous avez à présent finalisé ce traitement ?

Deuxièmement, de façon plus générale, et je me rends compte que c'est une question difficile, dans quelle mesure pensez-vous que c'est une chance que le premier trimestre 2010 ait été mauvais et le premier trimestre 2011 bon, et dans quelle mesure cette tendance vous semble-t-elle pouvoir durer ? Quelle est votre première analyse ? Merci.

Dominique Minière – EDF

Concernant le nombre de jours d'interruptions, dans votre première question, les interruptions prolongées sont le nombre de jours pendant lesquels une interruption, une interruption normale, a été prolongée, car en fait, nous n'avons achevé que deux interruptions et au premier trimestre 2011, plus car nous connaissons les conséquences de 2010 sur 2011, en raison des interruptions non achevées et que nous avons prolongées par la suite d'une année sur l'autre. C'est essentiellement pour ces deux raisons que nous n'avons que dix jours d'interruptions prolongées. Le chiffre le plus important pour nous est celui des interruptions non programmées, car vous aurez vu que le chiffre de ces interruptions () a été réduit de 2 088 à 75. C'est principalement le fait du programme de changement des gros composants, qui a permis une meilleure disponibilité et visibilité de ces composants. Cela s'explique par le fait que, grâce à ce programme de changement, l'effet a été positif au début de l'année.

Et dans quelle mesure pensez-vous que cette tendance peut durer (étant spectaculaire sur une courte période) ?

Nous pouvons anticiper qu'un programme de changement des gros composants qui a déjà été déployé, par exemple, pour les générateurs et qui l'est désormais pour les transformateurs, ait un impact également dans les années à venir, mais nous devons être prudents, par exemple, concernant les transformateurs car nous n'en sommes qu'au début et il s'agit d'un énorme programme de changement. Nous devons donc actuellement nous

montrer prudents. Bien sûr la bonne nouvelle pour nous, c'est que nous devons continuer à nous montrer prudents au cours des prochaines années et poursuivre le programme de changement des gros composants.

Et où en êtes-vous concernant le traitement chimique des échangeurs de chaleur, un aspect assez important, je crois, en termes de disponibilité ? Est-il à présent finalisé ?

Oui. Enfin, il n'est pas tout à fait terminé. Nous devons encore traiter une centrale cette année. Nous avons achevé le nettoyage d'un générateur de vapeur cette année et il nous en reste un autre à nettoyer d'ici à la fin de l'année.

Merci.

Benjamin Leyre – Exane, Paris

Oui, merci. Rapidement, concernant l'Espagne. Chaque jour nous parvient une nouvelle rumeur concernant Iberdrola, lequel serait à la recherche d'un partenaire et il me semble qu'il n'y a pas si longtemps, EDF était en contact avec ce groupe. Avez-vous entamé des discussions concernant la structure de son capital ?

Thomas Piquemal - EDF

Je suppose que vous ne vous attendez pas à ce que je formule de commentaire sur une quelconque rumeur ou spéculation à ce sujet. Je ne ferai donc aucun commentaire, cela va de soi.

Merci.

Le mot de la fin

Je pense que c'était la dernière question. Il ne me reste qu'à vous remercier de votre participation à cette conférence téléphonique. Je remercie tout particulièrement Philippe Torrion et Dominique Minière pour l'avoir animée avec moi. Comme cela a été dit, nous aurons plusieurs fois l'occasion de vous tenir au courant des évolutions du groupe au cours des prochaines semaines et des prochains mois. Notre prochaine communication majeure auprès du marché aura lieu dans moins de deux semaines, le 24 mai 2011, à l'occasion de notre assemblée générale des actionnaires et comme je l'ai dit, nous vous donnerons plus de précisions concernant notre vision à moyen terme à la fin juillet à l'occasion des résultats du premier semestre 2011.

Merci encore pour votre attention.